

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 99 (1954)
Heft: 7

Artikel: À l'intérieur et à l'extérieur de l'OTAN
Autor: Pergent, J.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-342597>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A l'intérieur et à l'extérieur de l'OTAN

C'est une redite de constater que la défense de l'Occident dans le cadre du Traité de l'Atlantique-Nord a pris un rythme assuré comme celui d'un organisme en plein fonctionnement. Les différentes sessions se succèdent sur le plan politique, tandis que se poursuivent la réalisation des programmes de réarmement et l'exécution des manœuvres et exercices inter-alliés dans le domaine militaire. Il n'est plus de questions fondamentales à débattre, mais il importe de guider ou influencer le cours normal des activités de « routine », pour employer le terme actuellement en vogue désignant les travaux courants.

Ainsi, à l'intérieur même de l'OTAN ou du commandement suprême (SHAPE), la chronique n'est-elle guère abondamment fournie. Par contre les questions présentement les plus importantes et qui attirent le plus l'attention se situent, si ce n'est totalement en dehors de l'OTAN, du moins à sa bordure, ou mieux, dans des zones où sont engagés par extension et individuellement plusieurs membres du Pacte. D'où ce départage interne et externe à l'OTAN, qui paraît s'accroître de plus en plus.

En fin d'avril 1954, le Conseil Atlantique (les quatorze Ministres des Affaires étrangères) s'est réuni à Paris pour une session très courte. La pièce maîtresse d'une telle rencontre est le rapport d'activité du Secrétaire général du Conseil, qui passe en revue l'activité de l'organisme et les événements en cours. Un rapport militaire est soumis aux membres, portant en premier lieu sur les renseignements

concernant l'état des forces soviétiques. On estime celles-ci à quelque quatre cents divisions, y compris les forces des satellites et un premier échelon (à moins de trente jours) de divisions de réserve, et à plus de 10 000 avions à réaction, existants ou en potentiel. Les forces du bloc soviétique sont en outre décrites en continuel perfectionnement : notamment unification du commandement englobant toutes les armées du bloc ; armement (artillerie et chars) de plus en plus modernisé et dont les dotations dans les unités terrestres sont en régulière augmentation ; développement de ces trois armes redoutables : les sous-marins, les fusées et les engins nucléaires. Il est difficile de dire si des renseignements chiffrés ont été rassemblés, comme le bruit en a couru, cependant il est déjà d'un gros intérêt de savoir dans quel sens sont dirigés les efforts de l'U.R.S.S. De toutes manières il a certainement été donné aux Ministres d'autres informations dites « restricted ».

Puis le Conseil constate que rien n'est intervenu incitant l'Occident à relâcher l'effort ou à ne pas poursuivre dans la voie de la coopération, qui porte maintenant ses fruits, bien que le danger soit apprécié comme étant moins immédiat que précédemment. Le Conseil a eu également à s'occuper de la réponse qui a été faite à la Russie, au sujet de la demande que celle-ci a présentée sans rire et que certains feignent de prendre au sérieux, d'être admise à l'OTAN... Enfin les discussions abordent, suivies de recommandations aux Etats membres, les grandes questions du jour se situant précisément en dehors du cadre limité du Pacte. Et elles sont nombreuses.

* * *

Cependant dans le cadre même de l'OTAN, plusieurs faits sont à signaler. Au début de l'année, les grands commandements de Naples (Sud-Europe) et de Malte (Forces navales de la Méditerranée) ont tenu des conférences dans l'un et l'autre de ces deux sièges. Des représentants des commandements directement intéressés (U.S.A., Angleterre, France et Italie)

y ont assisté. Les études entreprises ont porté, d'après les informations parues, surtout sur les problèmes de coordination de ces deux commandements, l'un plutôt terrestre avec appui naval basé au centre de la Méditerranée, et l'autre principalement naval dans toute la longueur de la Méditerranée, mais assurant la liaison avec les éléments terrestres des deux partenaires orientaux, Grèce et Turquie. A sa création, ce commandement, auquel tenait l'Angleterre, eté tiré d'une extrémité à l'autre de la Méditerranée, avait éveillé des préoccupations quant aux multiples liaisons latérales à établir. Certes une tâche délicate. Il semble que les réunions en question s'y soient attelées.

Antérieurement, fin de 1953, la question de ces deux partenaires avait déjà retenu l'attention du Commandement suprême, qui a décidé l'implantation de la 6^e Force aérienne tactique U.S.A. (les 2^e et 4^e étant en Allemagne) à Smyrne, après que des accords de gouvernement à gouvernement eurent été passés entre les Etats-Unis d'une part, et de l'autre la Grèce et la Turquie, pour l'utilisation de certaines bases aériennes et navales : Eleusis près d'Athènes, Patras, Volo et Lamia, pour la première ; et pour la seconde : Bandirma, Balikesir et Merzifou, dont les travaux ont été adjugés à des firmes de construction françaises. Il est à remarquer que les U.S.A. ont déjà passé de tels accords avec le Portugal, pour les Açores ; le Danemark, pour le Groenland, et l'Islande, pour Keslavia. Ceci également dans le cadre de l'OTAN, car il en est d'autres en sus de cet organisme, Maroc, Espagne, etc., dont il sera reparlé.

Dans la zone du Centre-Europe, on assiste depuis le début de l'année à des renforcements assez substantiels des armes spéciales américaines. Une escadrille de bombardiers sans pilote a été installée à Bitburg (zone française) à 260 km. du rideau de fer. Sa dotation comporte des appareils Martin B-61 Matador, d'un rayon d'action de 480 km. et téléguidés. Il s'agirait à proprement parler de fusées et celles-ci seraient munies d'une charge atomique. Leur nombre n'a pas été dévoilé.

A cet égard, d'autres informations ont annoncé les arrivées successives en Europe de cinq groupes à trois batteries de deux pièces, soit trente pièces d'artillerie tactique atomique. La puissance atomique de l'alliance est donc en voie de développement. Et cela correspond à une déclaration du général Gruenther, disant que les armes atomiques sont la base de la stratégie défensive de l'Europe. Il a même ajouté qu'une importante force terrestre, cent divisions d'active et de réserve au lieu de soixante actuellement, serait nécessaire pour *contraindre l'adversaire à concentrer ses troupes*. Ces quelques mots suffisent à préciser la doctrine des armes atomiques. A la même occasion il a préconisé également, pour faire face à l'appareil russe TO 4, copie d'un avion américain, de porter de quatre à cinq mille le nombre des appareils alliés.

Sur le théâtre du Nord-Europe, deux nouvelles bases sont en construction, après accord du gouvernement danois, à Tirstrup et à Vandel au Jutland. Un des grands exercices des trois armes de l'automne 1952 avait en effet mis en évidence la faiblesse de la défense de la péninsule danoise. Un appui aérien important et stationné en permanence doit donc y remédier.

Avant de quitter le SHAPE, qui vient de fêter au début d'avril son troisième anniversaire, il est opportun de citer d'autres déclarations du commandant en chef, notamment celle faisant état du triplement des forces de l'OTAN durant ces trois années ; et celle très profondément judicieuse, annonçant qu'il s'agit moins de se préparer à gagner une troisième guerre mondiale, que, ce faisant, à la prévenir.

Outre le SHAPE, il existe dans l'OTAN, trois autres grands commandements, ceux de la Manche (naval et anglais), de l'Atlantique (naval et américain) et celui dit régional, Canada-Etats-Unis (siège à Washington). La mission de défense de ce dernier s'étend sur au moins 8000 km. de l'Atlantique au Pacifique, ou du Labrador à l'Alaska, face au nord, avec la fameuse base de Thulé en avant-poste. La défense essentiellement anti aérienne de ces étendues est à

base de radar. D'après des déclarations récentes des autorités canadiennes et américaines, un vaste réseau a été créé, portant le nom de « Penetree » (pénétration ? allusion au danger de pénétration des avions et des fusées dont il est de plus en plus question aussi bien en Russie que dans les pays occidentaux).

Or des recherches dans l'industrie électronique des deux pays américains permettent actuellement de mettre sur pied un nouveau système dénommé « Mac Gill fense » (défense). Celui-ci serait d'une efficacité et d'une portée nettement supérieures. Cependant la mise en place d'un tel système dans ces régions désolées de l'Arctique et du Grand Nord canadien, est une entreprise gigantesque. La construction de tous les postes et ensuite leur ravitaillement exigent des transports uniquement par avions et hélicoptères. En outre le relevé cartographique est à faire en majeure partie. Il paraît impossible que des troupes évoluent au sol dans de telles régions, mais une lutte aérienne de part et d'autre de l'Océan Glacial Arctique par avions et fusées téléguidées n'est pas une utopie.

* * *

L'Europe ne semble donc plus être le point faible de la défense de l'Occident, ni ses prolongements nordiques et méridionaux, ni même les régions arctiques, où se font face seuls à seuls Américains et Russes, mais bien les immensités des confins asiatiques, du golfe Persique au détroit de Behring.

Là on sort nettement du domaine de l'OTAN.

Et là les trois grandes puissances occidentales y chevauchent très inégales en forces, très différenciées par leurs situations, leurs moyens, leurs méthodes et leurs visées. Elles y agissent presque individuellement, en tout cas sans y être unies par les liens d'une alliance.

Les Américains y procèdent par leur stratégie, à l'échelle planétaire, des bases, aériennes et navales, dont la chaîne autour de l'Eurasie doit leur permettre en quelques heures

de vol de toucher les points vulnérables de l'adversaire. Ces bases, les moyens qu'ils déploient, leur renommée de richesse leur donnent plus de puissance qu'une organisation méthodique, politique et militaire, des territoires. Partout ils sont en progrès et tendent à la primauté.

Les Britanniques maintiennent avec acharnement leur système de comptoirs, bien que politiquement et militairement ils aient opéré des replis spectaculaires depuis la guerre. Mais ils possèdent une influence et une expérience infinies. Ils ont conservé la direction de l'échiquier du Commonwealth, de vastes marchés et de solides points d'appui.

Les Français, en terriens, s'établissent et s'accrochent à des territoires et quelques points parsemés. Leur bloc d'Afrique du Nord est la plus belle pièce maîtresse d'un système hors — et le plus proche — d'Europe.

Passé la Méditerranée, ces trois partenaires sont aussi bien concurrents si ce n'est rivaux. Presque partout les Etats-Unis ont réussi par leurs bases à doubler la présence des deux autres. Même en Méditerranée, zone de l'OTAN. Par contre le bassin de la Mer du Nord est resté sous influence anglaise.

A la fin de 1953, les Etats-Unis réussissent leur implantation en Espagne après plusieurs années de conciliabules et en faisant fi, lorsque prévalent leurs intérêts stratégiques, de leur idéologie politique. Ils vont y construire trois bases aériennes militaires avec des pistes bétonnées de plus de trois kilomètres, formant le prolongement en bordure de l'Atlantique des cinq en cours d'édification au Maroc : Nouaceur, Sidi-Slimane, Ben-Guerir, Boulhaut ; la cinquième, Djemaa-Saïn, serait abandonnée du fait de l'installation dans la péninsule ibérique. D'après les premières informations parvenues, ces bases seraient, en Espagne : non loin de Madrid et près de l'aérodrome commercial, un terrain à Barajos-Torrejón ; à quelques kilomètres de Séville, un autre à San-Pablo ; enfin un troisième au nord d'Albacete, à Los Llanos ; soit un triangle dans la partie méridionale du pays. Ils y auront encore deux bases navales : une, le port livrancier de leur implantation,

à Santa Maria, près de Cadix, c'est-à-dire sur l'Océan ; et l'autre en Méditerranée, à Carthagène, qui sera leur grande base navale, et leur seule en propre, dans ce bassin.

En outre, l'accord défensif, dûment paraphé, comprend une aide américaine pour la remise en état et la modernisation de sept divisions espagnoles (plus déjà deux portugaises) en vue de la défense de la péninsule ibérique et de la barrière pyrénéenne et, très éventuellement, pour une participation à des opérations lointaines ; on a prétendu, peut-être non sans malice, que l'accord avait porté sur la défense de la Papauté, ce qui constituerait un biais pour justifier l'envoi d'unités à l'extérieur et probablement dans le Sud-Europe et ses confins balkaniques. Plusieurs tranches annuelles d'environ 150 millions de dollars sont prévues, dont la moitié pour l'Air et la Marine, la préférence allant nettement aux forces terrestres.

De fait l'Espagne, si ce n'est sur le plan politique, passe sous l'influence militaire américaine. Si elle peut se flatter d'avoir traité d'égal à égal avec les Etats-Unis, elle ne trouvera pas éventuellement l'appui d'autres partenaires d'une alliance comme contrepartie à l'égard du puissant commanditaire. Sa situation a donc des avantages et des inconvénients, mais en définitive le tout vaut bien une rénovation de ses forces militaires.

A l'autre extrémité de la Méditerranée, les tentatives d'intégration indirecte de la Yougoslavie à l'organisme militaire occidental, ont été évoquées dernièrement en raison du voyage de Tito à Ankara. La Yougoslavie cherche de toute évidence à resserrer ses liens avec la Grèce et la Turquie, celles-ci maintenant soudées militairement. Mais elle ne veut pas participer au Pacte Atlantique du fait de sa situation particulière et peut-être plus spécialement à cause de son différend avec l'Italie au sujet de Trieste.

La solution d'une entente balkanique (Yougoslavie, Grèce, Turquie) est la seule actuellement acceptable. Elle ne peut toutefois se réaliser qu'avec l'accord de l'OTAN, ou même sous son patronage. Il n'y a pas impossibilité — contrairement

aux assertions de certains organes crypto-soviétiques, décelant ainsi leur tendance réelle — pour un Etat membre du Pacte à se lier militairement à un pays ne l'étant pas. Précisément la Turquie, ainsi qu'on le verra, vient de s'engager dans une telle voie. Dans ses déclarations, le maréchal yougoslave a paru accepter catégoriquement les obligations découlant d'une entente balkanique et d'une collaboration « indirecte », qui ne peut viser que l'Occident. Sur le plan stratégique, la coordination de la mise en état de défense de la face occidentale des Balkans, de l'Autriche à la Turquie, est le but à atteindre afin de compléter le dispositif européen. Et, dans cette région balkanique, il importe d'opérer une soudure de deux groupes, géographiquement parlant, de l'OTAN.

Voilà donc pour la Méditerranée. Par contre, du golfe Persique à l'Extrême-Orient, dans tout le bassin de l'océan Indien, les Etats-Unis, si ce n'est d'autres membres de l'OTAN, n'avaient rien. Une grave solution de continuité à leur ceinture enserrant l'Eurasie. Rien de Smyrne à Manille, aux Philippines.

* * *

Ainsi donc, comme déjà indiqué, les Etats-Unis ont utilisé les bons offices de la Turquie qui, au début d'avril, a conclu une alliance défensive avec le Pakistan, Etat musulman. Une certaine rivalité entre le Pakistan et l'Inde proprement dite a facilité cet accord ; on parviendra sans doute à ce que ce premier pays soit d'obédience américaine et le second sous influence britannique.

Aussitôt après la signature de cet accord, le Pakistan a adressé à Washington une demande d'aide militaire. Il a immédiatement été déclaré digne de la recevoir. Il s'ensuivra l'envoi d'une mission militaire américaine, l'attribution de crédits sur le budget de 1954-1955 et, forcément, la construction d'une base aéro-navale, à Karachi, semble-t-il.

On prête également aux dirigeants américains l'intention de renouveler l'opération à l'égard de l'Irak, bien que les

chances de réussite y soient plus faibles, mais où l'établissement d'une base serait d'une valeur stratégique supérieure en raison de la proximité relative du Caucase et des régions pétrolifères russes.

L'inclusion, même indirecte, du Pakistan au système occidental, ou plus particulièrement américain, peut avoir quelques conséquences dans l'imbroglio politique des pays arabes, dont l'unité d'action sera de moins en moins réalisable. Quoi qu'il en soit, les Etats-Unis sont parvenus à ce premier résultat d'avoir éliminé le hiatus stratégique du Moyen-Orient.

En Extrême-Orient, les liens de l'OTAN sont plus lâches encore, si ce n'est inexistants. Les trois Occidentaux y occupent des positions très différentes. Les Américains ont à peu près liquidé la guerre de Corée ; les Anglais poursuivent la lutte en Malaisie et les Français sont durement sur la brèche en Indochine. Tandis que partout ailleurs la coopération s'affermi, des jeux dissemblables, surtout d'ordre politique, s'opposent face au danger. Les aides militaires s'y refusent (l'Angleterre, en flirt avec la Chine), ou s'y accordent partiellement sous forme de matériels — et encore, de leur propre aveu, les Américains n'y ont envoyé que le 10 % de ce qui était expédié à égalité de temps en Corée pendant les hostilités.

Pourtant il y aurait eu là l'occasion d'une réelle preuve de l'efficacité de l'alliance.

J. PERGENT